

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1696>



Libye : Une cellule française pour profiter du juteux marché

- Actualité -



Date de mise en lignemercredi 11 janvier 2012

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

La démarche est suffisamment inhabituelle pour qu'elle soit relevée, ainsi que l'a fait l'excellent site Secret Défense.

"Dans une démarche volontariste de "patriotisme économique", motivée par le souci de permettre aux entreprises françaises de recueillir les fruits légitimes de l'investissement politique, militaire et financier de la France en Libye, le cabinet d'intelligence stratégique Epee (Experts partenaires pour l'entreprise à l'étranger) organise la mise en place d'une Plateforme opérationnelle pour l'implantation pérenne de projets d'entreprises dans la Libye nouvelle", explique un communiqué d'Epee, qui passe pour une des officines d'intelligence économique parmi les plus sérieuses sur la place de Paris.

Un projet qui, selon un proche du dossier, a été initié par la Direction des affaires stratégiques du ministère de la Défense et soutenu par le cabinet du ministre.

Le précurseur est à pied d'oeuvre à Tripoli depuis le 11 octobre, sous la responsabilité d'Hugues de Samie, conseiller du commerce extérieur de la France, section Libye (douze années d'expérience en entreprise à l'international et ancien officier supérieur de la Légion étrangère).

En privilégiant une posture volontairement amicale d'aide à la sortie de guerre et de retour à la vie normale, et en ciblant particulièrement la jeunesse qui a mené la révolte, en coordination avec les services de l'Etat (ambassade de France et Mission économique en particulier), le rôle de la Plateforme opérationnelle d'Epee sera de :

"comprendre les besoins de la population et des autorités décisionnelles pour aider concrètement et rapidement à un retour à la vie normale ; faciliter la compréhension in situ du contexte et l'accès aux personnalités qualifiées de la Libye nouvelle ; offrir aux entreprises françaises toutes les facilités logistiques et sécuritaires pour entreprendre une démarche cohérente et inscrite dans la durée", précise Epee.

"D'ores et déjà, le groupe Bouygues a fait connaître son accord pour sa participation prochaine à ce projet. D'autres contacts sont établis avec des sociétés qui souhaitent apporter leur contribution à la reconstruction du pays. Par ailleurs, une action humanitaire d'envergure pourrait être concrétisée dans les prochains jours dans le cadre de cette initiative", selon Epee.

Publié par la Tribune